

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : IRAM

Titre : « L'INDAP », In *Journées d'Etude IRAM, 23-25 septembre 1968, Exposé sur le Chili*, p. 10-23

Editeur : IRAM, Paris

Date : 1968

M. L. : Le travail de l'INDAP

L'organigramme de l'INDAP comprend une Vice-Présidence avec 3 Divisions. Une Division Assistance Technique et Crédit, une Division Desarrollo Social qui s'occupe ~~pratiquement~~ de toutes les activités de promotion et une Division Finances et Administration, qui s'occupe de toute la gestion de l'Institut. Chacune de ces Divisions est divisée en sub-divisions, la D.A.T.C en ^{sub-}division du Crédit et ^{sub-}division d'assistance technique; à la DESROC on trouve un sub-division appelée "Organizaciones" qui s'occupe ~~pratiquement~~ de conseiller les organisations paysannes (développement structurel, syndicalisme formation coopérative, etc..), une sub-division Communications qui dispose de moyens très importants : un journal qui tire à peu près à 300.000 exemplaire (ce qui est énorme au Chili), des brochures, des émissions de radio (bientôt émissions de TV) et une sub-division Capacitación qui devrait s'occuper de l'élaboration de méthodes pédagogiques mais qui est ~~pratiquement~~ très très pauvre dans ce domaine là et qui se limite à faire des "cursos" (cours de base et des cours de dirigeants) Ils ont des programmes scolaires tout faits qui portent sur une quinzaine de jours et où on trouve des morceaux de formation coopérative, des morceaux de capacitación technique, des morceaux de capacitación syndicale, etc.. Il faut se rendre compte que chacune de ces divisions travaille avec environ une centaine de fonctionnaires. Cette pléthore de fonctionnaires est un des traits caractéristiques de l'administration chilienne et latino-américaine en général.

Chonchol a créé en outre à son niveau une Direction des Opérations qui est chargée d'appliquer sa politique dans l'Institut car Chonchol est très pris et doit aussi faire un énorme travail externe à l'Institut (politique, relations avec les autres Ministères, etc.). On trouve aussi un "Fiscal", c'est un trait caractéristique de l'administration chilienne, ~~car~~ c'est un ^{avocat} ~~homme~~ de ~~la~~ ^{la Vice-présidence} qui est chargé de contrôler ce que fait Chonchol et ça se fait dans toutes les administrations. Enfin le Département de Planificación où nous travaillons.

Le Département de Planificación est chargé d'élaborer toutes les normes d'action et de programmation au niveau de chacune de ces cellules. C'est à dire qu'on est en relation avec Desarrollo Social et Division d'Assist. Tech. et Crédit. Pour l'instant pratiquement pas de relations avec la DIPA mais on pense y déboucher l'an prochain.

Y.G. remarque méthodologique : au départ c'est Chonchol qui nous a invité.

Ceci est important si on se rappelle sa position politique qui vient d'être évoquée. Dans le premier voyage d'étude qui fut fait là bas la perspective normale c'était d'utiliser pour l'Animation ce Département qui était un département d'animation puis ~~qu'on a expérimenté~~ 'il fait de l'organisation, qui met en place des moyens de communication et qui fait de la formation (capacitacion) mais l'expérience a montré tout de suite que les méthodes employées par ce département étaient des méthodes absolument de type nord-américain, des méthodes totalement distributives et nullement participantes. Cela consistait à faire passer de la formation, de la communication ou à faire des schémas très généraux sur les organisations. D'où la nécessité et ceci est important, de remonter au Centre de Décision de l'INDAP qui en plus était un centre de décision national puisque Chonchol était responsable de la Commission Nationale de Réforme Agraire au niveau du Parti et de créer (car ce département ~~de Direction~~ a été créé après notre arrivée entre le voyage d'étude et le développement du programme) un département de Planification, c'est à dire des méthodes et d'orientation qui était directement auprès du centre de décision et qui avait donc une possibilité de pression et d'intervention sur les Départements Spécialisés. ~~xxx~~

Q. d'Alain des M. : et qui ne dépend pas de la Direction des Opérations ?

M.L. : alors là ce n'est pas défini ~~et ça dépend de cette institution~~. Car tout cela ce n'est rien si l'on ne voit pas les réseaux politiques qu'il y a à l'intérieur ~~des relations internes~~ de l'Institut et qui a les clés de cette politique. Si on ne s'appuie pas sur ces réseaux on rate les opérations. Les agents de l'IRAM travaillent dans le Dep. de Planification et sur le terrain.

En dessous du niveau central qu'on vient de voir on a 15 Zones qui sont distribuées du Nord au Sud et couvrent tout le pays. Ces 15 Zones sont elles mêmes divisées en Areas de Desarrollo (aire de développement) . Il en existe à peu près 118 - elles sont en effet en mutation et restructuration constante.

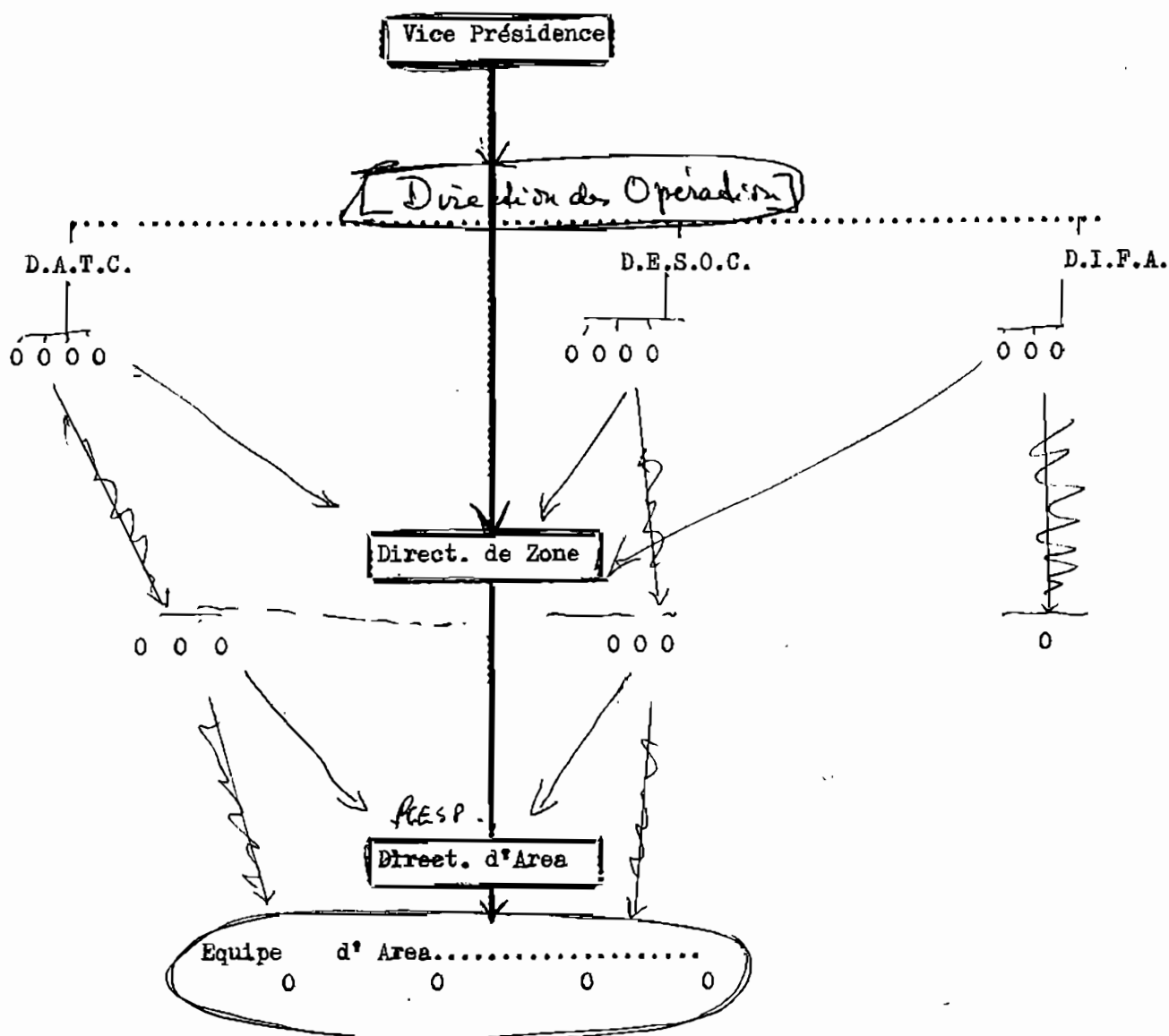
R.B. : petit détail qui complique la situation, chaque institution a son propre découpage qui est fait pour des raisons strictement opérationnelles et qui n'a rien à voir avec le découpage ni des départements ni des communes ni des Provinces. De telle sorte que chaque fois qu'il y a à faire une opération d'harmonisation c'est d'une simplicité à toute épreuve!

M.L. : au niveau Zonal on a un Directeur zonal qui représente directement Chonchol et qui a tous les pouvoirs de Chonchol pour une zone donnée et les trois Divisions se répercutent au niveau zonal : on a donc un chef DATO, un chef DESCO et un chef DIFA et, en plus, on a des équipes, appelées extra-areas qui sont des ingénieurs agronomes, des vétérinaires, des "educadoras del hogar" (éducatrices du foyer et qui font la promotion féminine).

Au niveau des Areas on a un chef d'Area qui n'a de rapports qu'avec le directeur zonal (ceci est le fait d'une réforme de l'Indap, réforme politique en fait). Il n'est pas dans une situation de sujétion vis à vis des extra-areas. Le chef d'area est soit "tecnico" (technicien agricole ou moniteur) ou promoteur. Le promoteur étant un ancien militant du parti qui a trouvé une place dans l'administration. Le chef d'area régit sur une équipe composée d'autres technicos et d'autres promoteurs, promotrices (Il y a en tout 3.000 fonctionnaires à l'INDAP). Mais il y avait de gros problèmes. Certains chefs d'area étaient ^{des} politiques et les agronomes au Chili sont en général assez réactionnaires et Chonchol rencontrait des difficultés énormes pour faire appliquer sa politique sur le terrain. C'est pourquoi il a désigné des directeurs zonaux qui sont des hommes de confiance et ^{c'est eux qui ont} ~~de passer~~ passer les décisions directement au niveau du chef d'area, les agronomes, les vétérinaires intervenant directement comme conseillers ~~avec~~ ^{avec seulement une autorité fonctionnelle} ~~par le biais d'une structure hiérarchique~~ au niveau des équipes d'area. Ce fut une réforme importante mais il n'y avait pas une structure ou une méthodologie susceptible de la faire entrer dans les faits. On a d'une part les organisations paysannes (syndicats, syndicats ~~et~~ communaux, coopératives et comités de petits agriculteurs, il y a encore énormément d'organisations comme les "juntas de adelanto", comités temporaires de bon voisinage pour des objectifs divers mais qui n'ont pas d'importance sur le plan de la structuration des organisations).

La stratégie de l'IRAM à l'Indap fut la suivante : on a d'abord taté le terrain du côté de la division Desarrollo Social et là on a rencontré des portes fermées. Yves a dit tout à l'heure que les chiliens comptaient sur les français, c'est vrai au niveau Chonchol et de certains chiliens très conscients mais au niveau des chefs de service et de subdivision c'était la porte fermée partout. L'expert au Chili est repoussé automatiquement. On a donc laissé tomber le travail au niveau central et on a fait un travail de

Schéma des relations fonctionnelles et d'autorité au sein de l'INDAP



HIERARCHIE DE
 → autorité hiérarchique
 → Hiérarchie d'autorité
 → autorité fonctionnelle
 → Hiérarchie fonctionnelle

recherche d'un an sur le terrain au niveau des organisations, au niveau des areas et au niveau des zones. On a étudié la méthodologie ^{employée} ~~employée~~ par l'Institut et on a cherché un moyen d'adapter les aspirations paysannes aux programmes de l'Institut (lesquels n'existaient en général pas). Parallèlement à ce travail de recherche deux sociologues (Manuel Antonio Garretón et Rodrigo Ambrosio) travaillaient au département de planification pour mettre au point une technique de programmation paysanne et de l'administration. Cette technique ils l'ont mise au point pour l'administration mais ils n'avaient pas les outils nécessaires pour le faire au niveau des organisations paysannes. En juin-juillet 1967 ils ont donc fait appel à l'équipe IRAM au département de Planification pour injecter directement les recommandations qu'on faisait dans un rapport qu'on établissait et pour essayer d'implanter et de réaliser une méthode de programmation participée entre les Areas et les comités et organisations paysannes.

Y.C. : un autre point qui a été important dans le choix de la méthode c'est que à priori on aurait pu s'orienter sur un effort exclusivement porté sur les organisations paysannes pour leur donner une structure et un niveau d'organisation qui soit coopératif et leur permette de traiter directement avec l'INDAP. Mais on s'est heurté là à une très grande difficulté c'est qu'il y avait déjà un département coopératif (sous-division) à l'intérieur de l'Indap et les conceptions coopératives étaient des conceptions totalement libérales c'est à dire qu'il était absolument exclu que l'Indap en tant qu'organisation ne fasse autre chose qu'une propagande coopérative. Il était donc exclu qu'il exerce une tutelle et qu'il définisse des cadres structurels pour les coopératives. Ceci est une problématique typiquement latino-américaine. Pour les latino-amér. ce qui se fait en Afrique à l'heure actuelle est de l'étatisme, c'est du dirigisme, ce n'est donc plus du coopérativisme parce que le coopérativisme c'est une adhésion personnelle et qui ne peut être que librement consentie. Face à ça et pour en même temps agir sur l'appareil et sur le réseau on a pris comme choix de travailler dans la programmation car elle nous permettait à la fois de réformer les structures de l'appareil et en même temps d'amener les organisations paysannes en définissant leur programme à modifier leurs structures. Ceci est très important stratégiquement parce qu'on a une action directe sur les structures et sur la coopération à la base qu'on n'aurait jamais eue si l'on avait fait une approche directe.

M.L. | Le système de programmation INDAP

Il faut partir des structures de planification qui existent au Chili. Le Gouvernement avait également au programme en 1964 la création d'un bureau de planification au niveau national. Ce bureau n'a été formé finalement qu'en 1967 avec un personnel formé aux Etats Unis avec des méthodes de planification absolument apolitiques, totalement techniciennes. N'ayant pas de plan national au niveau global du pays et n'ayant non plus pas de plan agricole, il était facile à l'INDAP d'innover. Chaque Organisme au Chili a une officina de planification et étant donné le manque de politique au niveau national cette officine peut faire pratiquement ce qu'elle veut. Par conséquent on a élaboré un système de programmation qui en fait est un système de planification, en tous cas un système mixte. ^{Cat} Il n'y a aucun recensement au Chili, aucun moyen réellement de faire de la planification.

On procède donc de la manière suivante. On s'est aperçu que le seul niveau capable à l'heure actuelle de faire une opération recensement c'était le niveau de l'Area. Les fonctionnaires de l'area collectent des données techniques, sociologiques, économiques et une fois ces données collectées elles sont interprétées à travers des instruments qu'on a élaborés moitié sur le terrain, moitié à Santiago. ~~Une fois ces données interprétées~~ ^P l'area se propose des solutions à long terme, moyen et court terme. Mais on est toujours ici dans ^{la} phase ^{des hypothèses de travail} hypothétique. Parallèlement le niveau central définit sa politique. ([q.] Combien il y a de personnes au niveau de l'area ? [R.] cela varie énormément, il y a des areas où il y a 30 personnes - à Ovalle p.ex. - et d'autres où il n'y en a que 5.... mais la Q. portait sur le nombre d'habitants et pas sur l'encadrement. R. cela varie aussi beaucoup : de 5.000 paysans touchés jusqu'à 30.000. [Y.G.] en fait cela revient à nos mêmes niveaux de population, 100 /150.000 ,c'est le niveau arrondissement.)

Une fois définies ces hypothèses l'area reçoit ce qu'on appelle là bas le Marco c'est à dire le cadre d'action dans lequel va travailler l'institut pendant l'année qui vient. Ce marco est défini par Chonchol et ses plus proches collaborateurs. Il arrive au niveau de l'area qui confronte alors ses propres hypothèses de travail avec ce marco. et définit sa politique (le Marco c'est une espèce de circulaire dans laquelle ^{sont} expliquées les priorités que s'assigne

l'institut en tant que tel par rapport aux objectifs nationaux. C'est un marco impératif qui définit des politiques globales zonales. Il n'y a pas de réelle participation des zones à son élaboration, des réunions d'échanges de vue, c'est fait "au piff". Il faut bien comprendre ^{que} ce qui vient de la base ce sont des besoins de développement exprimés, mais relativement subjectifs dans la mesure où les paysans qui les expriment n'ont pas les éléments pour voir effectivement tout ce dont ils auront besoin pour faire vraiment une action agricole intensive. Réciproquement le marco amène ce qui ~~est~~ ^{sont} les objectifs généraux de la planification : p.ex. dans telle Province il y a de l'érosion, on ne fera plus un Ha. de blé dans 10 ans et dans ces conditions on ne donne aucun crédit de semences de blé, aucun crédit d'herbicide pour le blé. A ce moment les paysans n'ont pas encore parlé, ce travail est fait par les fonctionnaires et les fonctionnaires ~~ne sont pas~~ n'ont aucun des éléments de la planification générale. *g*

Donc hypothétiquement ils définissent des unités possibles de développement (projectos de desarrollo integrado), unités où il sera possible de faire travailler les paysans et les diverses cellules de l'INDAP et, éventuellement, d'autres organismes intervenant dans la campagne ^{de manière} ~~en forme~~ intégrée.

On a donc ici une définition des politiques et, parallèlement les syndicats, coopératives et comités doivent eux aussi étudier leur réalité. à travers un inventaire (voir le modèle de cadre de programmation) de ressources et de problèmes (inventario de recursos y problemas). Cet inventaire comporte des données économiques, des données sociales. Les paysans se réunissent en commission font un travail de groupe et déterminent à la suite de cette réflexion économique leurs problèmes essentiels. Une fois ces problèmes déterminés ils font un avant programme. Cet avant programme doit leur servir en premier lieu à faire pression auprès des Services Publics, c'est à dire qu'au niveau communal, au niveau départemental, les ~~groupes~~ délégués paysans se présentent avec leurs avant-programmes et arrivent à ce qu'on appelle la rencontre avec les services publics pour présenter leurs aspirations. Les services publics répondent alors oui ou non ou s'engagent à faire des réunions paritaires au cours de l'année suivante. L'an dernier ceci a pratiquement échoué parce que les paysans se sont amenés devant les services publics en forme dispersée. L'objectif prioritaire cette

année c'est de faire des avant-programmes communaux. C'est à dire que chaque commune devrait avoir son avant programme pour pouvoir faire pression sur les services publics avec beaucoup plus de force et d'unité. Une fois que ces avant-programmes sont réalisés et que la rencontre avec les services publics a eu lieu on passe au niveau INDAP pour ce qu'on appelle la phase de confrontation entre le Marco, le cadre d'action de l'area et les aspirations paysannes. Pour cela aussi il y a un instrument qui permet de comparer ce qu'avait projeté l'area et ce à quoi aspirent les organisations paysannes

On pense que dans pas mal de cas cette confrontation va être conflictive ~~de~~ comme ~~le~~ que la rencontre avec les services publics. Ceci devrait se réaliser en novembre dans les IIS areas du pays. Une fois déterminée et corrigée la politique des fonctionnaires au niveau de l'area, éventuellement intégrées les aspirations paysannes ou, une fois abandonnée la politique et adoptées les aspirations paysannes si les fonctionnaires se sont rendus compte qu'ils se trompaient on détermine des solutions. ([Q.] qui arbitre ? [R.] il n'y a pas d'arbitrage, bien sûr il y a une possibilité d'intervention du bureau de planification mais cela ne devrait pas se poser car il y a une autorité suffisante ^{aux} ~~des~~ niveaux ^{interieurs (areas et zones)} pour dire vous avez tort ou raison).

On dégage donc des solutions à court, moyen et long terme qui forment l'avant programme d'area qui remonte au niveau zonal. A ce niveau à lieu aussi une confrontation avec le marco zonal qui, entre temps, a pu se définir avec les données remontées de l'area et établit son avant programme de zone. Celui ci remonte alors au niveau central où on suit également ce processus de confrontation avec la politique de l'INDAP. et les ressources disponibles (véhicules, crédit, le personnel, le recrutement possible).

[Q. R.C.] : "jusqu'au niveau area il y a une représentation des organisations paysannes ~~ix~~ qui rentre en dialogue avec l'équipe d'area. Au-dessus il n'y a plus de délégation de la représentation paysanne ? [R.] non, mais les programmes paysans viennent dans une forme telle ^{qu'il est possible} ~~parce~~ de suivre tout le processus et éventuellement d'aller sur le terrain pour voir ce qui s'est passé. [Q.] mais dans la création des structures il n'y a rien encore qui est esquissé ou prévu pour aller jusqu'au niveau zonal. [R.] si, il y a certaines zones qui ont déjà une représentation paysanne mais extrêmement formelle.

[Y.G.] C'est quelque chose contre quoi on a lutté. Je me rappelle la toute première réunion zonale à laquelle j'ai assisté avec Chonchol avant qu'on ait

*sièrs avec tous
l'instruments d'élaboration*

développé ce travail là, Chonchol avait dit - dans la perspective encore d'un INDAP très interventionniste où la zone était un niveau très important, dernier niveau où il y avait un ingénieur agronome muni de tous les pouvoirs de représentation du vice président - voilà, on va créer tout de suite des représentations paysannes c'est à dire que les organisations qu'elles soient syndicales, de petits propriétaires ,etc. vont désigner d'un commun accord des représentants par catégorie pour le niveau zonal. Quand nous avons ensuite discuté de cela avec Chonchol on lui a dit qu'en faisant cela il aurait tout de suite des espèces de notables, un travail de noyautage politique et ~~pas~~ que les représentants zonaux courtcircuiteraient le travail. On aborde donc très prudemment ce problème en sachant d'ailleurs que c'est celui où nous sommes attaqués constamment par les amis du CNJA et d'organisations agricoles qui disent : au total pour éviter ce noyautage vous continuez à vous substituer aux agriculteurs. Pour l'instant en effet nous préférons l'inconvénient de se substituer et de se référer aux agriculteurs plutôt que l'inconvénient de mettre en place des gens qui vont être des mandarins. R.C. ma question en fait j'aurai dû en poser une autre avant . Dans la négociation au niveau des areas est-ce que les organisations paysannes - dont j'imagine qu'il y a un nombre important - se fédèrent d'une certaine manière, est-ce qu'elles se concertent ~~pour voter~~ ?

R. ce qu'on essaye de faire c'est de ~~regrouper~~ pousser à un regroupement des organisations paysannes au niveau communal et au niveau départemental.

Q. quelle est la forme prévue ? R. il y a un conseil de développement rural, dans le nord c'est tout, mais c'est très très empirique tout cela. Dans la zone centrale ils ont ce qu'ils appellent des centrales paysannes qui sont très actives et de plus en plus conflictives avec l'administration. Dans le sud il n'y a pratiquement rien encore. Y.G. .mais tu as une accélération énorme actuellement avec la perspective des élections, tout l'INDAP et la CORA se mobilisent pour créer un front paysan qui va très vite. Des fédérations paysannes se constituent au niveau provincial qui comprennent des représentations des asentamientos du côté de la réforme agraire, des syndicats agricoles, etc. et toutes ces fédérations (fédérations syndicales, fédérations d'asentamientos) constituent un front commun. C'est une opération électorale mais qui a tout à coup amené l'INDAP et la CORA à presque lâcher le mouvement en disant allez-y au plus vite. On est là dépassé par un mouvement populaire qui mord très fort

mais qui est aussi volcanique. C'est un mouvement politique mais il faut qu'on en tienne compte. [M.L.] : je vais vous donner un exemple vécu . Ces programmes ici sont approuvés ou repoussés ou émondés. Ils reviennent approuvés au niveau zonal, puis de l'area ^{qui a été l'INDAP} ~~en ce qui concerne l'aide de l'INDAP~~ bien sûr parce que les organisations paysannes sont quand même autonomes et peuvent travailler avec d'autres que l'INDAP - Qu'est ce qui se passe si les fonctionnaires d'area ont défini avec les paysans une unité de développement avec un volume de crédit X, des moyens Y, etc. et ont vraiment mis au point un projet de développement qui se tient ? Ce projet arrive au niveau de la zone, il est accepté. Il arrive au niveau central, il est refusé parce qu'il y a un manque de crédits budgétaires. Il revient au niveau paysan et à ce moment là les fonctionnaires sont obligés d'expliquer aux paysans pourquoi ce programme a été refusé et de leur expliquer par conséquent la politique agraire du gouvernement actuel ^{et les limites de cette politique} ~~qui consiste pratiquement à limiter la réforme agraire.~~ [R.B.] il y a encore 80% des crédits en agriculture qui vont uniquement au secteur des grands propriétaires ~~par~~ . L'ensemble des crédits qui sont véhiculés par la CORA et l'INDAP pour assister la grande masse des familles agricoles représente pas plus de 20 à 25 % de l'ensemble des crédits agriculture, les quels en soi, par rapport à l'ensemble des problèmes de développement du pays sont déjà faibles - Comme disait Y.G. cela va de pair avec la constitution d'un front paysan qui présente des dangers. Il risque en effet rapidement d'être monopolisé par un parti politique s'il n'a pas des appuis en ville et s'il ne prend pas les contacts nécessaires avec la centrale unique des travailleurs.

[Q. G.B.] les programmes que vous faites faire, quel pourcentage de paysans intégrés à une organisation quelle qu'elle soit ~~par~~ cela représente? - t-il ? ou quel pourcentage de population touchée ? [R.] il y a 800.000 ^{hab. sans} ~~habitants~~ à toucher et l'INDAP en touche 200.000. On ne travaille pas avec des ~~éxxx~~ individuels, tous sont touchés à travers les organisations. [Q. GB.] c'est à dire que dans une zone géographique donnée vous planifiez un tiers ou un quart ?

[R.] un quart. - [GB.] cela doit poser par conséquent des problèmes pour des programmes qui exigeraient des modifications pour l'ensemble du terroir où il y a une exploitation qui est intégrée - et par ex. pour reprendre l'ex. donné ne plus faire de blé mais autre chose - et puis à côté les deux tiers que vous ne touchez pas. [YG.] sauf qu'ils n'auront plus l'aide de l'Etat. L'orien-

tation pour l'instant face aux manques de crédit c'est de dire qu'on ne donnera plus de crédit qu'à ceux qui auront programmé. La séparation que l'INDAP fait entre les petits agriculteurs et les autres (grands et moyens) ce n'est pas une séparation par critères socio-économiques - je ne sais comment cela se fait maintenant - au moins au démarrage. C'était le type d'un régime libéral où le paysan qui voulait du crédit allait à la banque locale qui est une banque privée, lorsqu'il n'avait pas les garanties suffisantes la banque le refusait et l'INDAP le prenait à ce moment là. Tous les moyens et les grands restaient dans le circuit libéral. La condition alors pour avoir du crédit était de s'organiser en comités.

Q. Couvreur : on a parlé de la représentation paysanne au niveau communal.

Cela concerne l'organisation professionnelle. Est-ce qu'à côté il y a une organisation territoriale ? **R.** Non, pour 9 millions d'habitants il y a 350 communes et même pas. **Y.G.** : n'oublions pas que nous sommes en structure féodale. C'est à dire que le "municipio" (la commune) est totalement contrôlée par le cacique (le propriétaire terrien). Il faut voir en quoi consiste le municipio en Amérique Latine. Je viens de l'enquêter sur la Colombie, ce sont des budgets absolument stupéfiants. Un budget annuel d'un municipio en Colombie n'atteint pas les 150 NF. En réalité on donne des dédommagements à des balayeurs etc.. il n'y a pas de commune. Je me rappelle avoir posé le problème au début avec Chonchol en disant la commune doit être conquise par le paysan parce que j'étais encore dans le schéma africain, mais il n'en est pas question.

Q. il n'y a pas de terroir non plus ? **R. RB.** : c'est un des problèmes qui se posent à l'INDAP et à la CORA et sur lesquels on va avoir à travailler prochainement, c'est qu'il faut précisément qu'on définisse des "unités territoriales de développement" pour lesquels on arrive à intégrer tous ces facteurs (fundos qui ont vocation à être expropriés, asentamientos constitués, coopératives de réforme agraire, petits propriétaires, etc.). Il faut faire avec tout cela un projet de développement cohérent.

[précision apportée à propos de la commune, on a parlé de syndicats communaux. L'organisation actuellement la plus dynamique c'est le syndicat. Dans la loi syndicale la structure communale est prévue pour la formation des syndicats. C'est à dire qu'il doit y avoir un syndicat par commune, ce qui est à conquérir par une force politique ou l'autre. Actuellement par conséquent la seule force capable de canaliser les revendications paysannes, que ce soit des inquilinos

des ouvriers agricoles ou des petits agriculteurs ou des minifundistes, c'est le syndicat. Une commune cela représente environ 30.000 paysans*.

*les concepts
sont variés*

R.C. : en voyant tous ces éléments étalés on est devant un problème. On est obligé de poser celui des unités territoriales de développement sinon il n'y a pas de programmation ou de planification ayant un support vrai. Par quelque bout qu'on prenne la question cela passe par une révolution politique, du moins une médiation politique fondamentale.

M.L. : dès le moment où on pose le problème d'une unité territoriale de développement, on la pose en termes conflictifs, c'est évident. **R.C.** : n'ayant même pas de solution dans le domaine réformiste. - **YG** : là la position est extrêmement claire puisqu'on discute - encore récemment on a passé toute une après midi à sur le modèle à adopter, comment assembler l'asentamiento, les coopératives, les petits agriculteurs, etc. s'inspirer de la Yougoslavie, des combinats ou d'autres formules - mais, en réalité on discute en l'air car tout le monde au Chili est bien conscient que cela ne sera certainement pas entrepris par le présent gouvernement qui attend la fin de son mandat et que c'est donc accroché à l'avenir. **R.B.** : autre chose d'important dans la sociologie du pays. A travers ce système féodal - qui était remarquable par sa puissance - l'immense majorité des paysans chiliens à quelque groupe qu'ils appartiennent, sauf les grands propriétaires, sont des gens pour qui le monde s'arrête à la porte du fundo, ou du voisin d'à côté. L'univers ne va pas à plus de 5 km. C'est très symptomatique comme situation. Tous les projets d'organisation à un niveau qui dépasse strictement cette aire d'intérêt socio-culturel sont actuellement des projets totalement en l'air et les ébauches actuelles sont des premiers pas entrepris depuis à peine 3 ans. Cela pose des problèmes terribles pour la participation des gens parce qu'ils ne se sont jamais vus, qu'ils sont des intérêts non identiques. Dans des comités de petits propriétaires on a des types qui ont de 0, 5 ha. à 40 ha. de telle sorte qu'ils sont déjà dans des classes d'intérêt quasi antagonistes.

Q. le fundo ne peut pas être une unité de travail **R.** c'est une unité de travail mais pas une unité de développement - unité de production, oui.

Q. Gouverneur : qu'est-ce que vous appelez alors projet de développement ? il y a des projets de production mais pas de développement. - **R. M.L.** : à l'INDAP

p. ex. il y a une coopérative qui marche pas mal-et je pense que je vais répondre à la question : que deviennent les paysans que ne contrôle pas l'INDAP ? - L'INDAP a donc créé une coopérative de 150 membres à peu près et très rapidement cette coopérative a débouché sur une entreprise agricole et les paysans de la région sont alors rentrés dans la coopérative, cela a fait boule de neige, ils sont maintenant 1.500 et ils arrivent pratiquement à un plafond. On essaye de les étrangler par tous les moyens dans la région. **R.B.** : c'est très intéressant comme processus car c'est un des rares cas au Chili où il y a eu vraiment un projet de développement. Ce projet de développement auquel les gens ont rapidement et bien adhéré s'est transformé rapidement en une opération qui prend une dimension économique et politique considérable dans la zone et même en dehors puisqu'à Santiago il y a des gens qui essaient à tout prix de l'étrangler.

Q. d'Alain D.M. : ~~xxxxxx~~ c'est une Q. qui touche des problèmes devant lesquels on se trouve dans différentes animations. Quand Michel nous a présenté le schéma tout à l'heure il nous a dit comment devaient être élaborées entre les organisations et les areas une sorte de projet de développement et , ensuite - ce qui est significatif - il a dit cela remonte jusqu'au sommet et ensuite le sommet le renvoie et les gens sont obligés d'expliquer - dans le cas où le projet a été refusé - pour quoi le projet n'est pas accepté. et en fait pourquoi il n'y a pas véritablement révolution agraire au Chili. Le problème que je pose c'est : est-ce que finalement quand vous avez pensé à ce système d'élaboration en commun le but poursuivi était-il effectivement l'élaboration de projets possibles ou bien était-ce le volet de la contestation ? **Y.G.** : l'an dernier dans cette même salle Chonchol a expliqué aux étudiants de l'IRFED ce que c'était que la réforme agraire chilienne et il a très bien montré que dans un cadre comme la démocratie chrétienne la réforme agraire devait avoir vraiment deux aspects qui ont l'air contradictoires mais qui sont en fait très complémentaires sur le long terme. Il y a un aspect technique de réforme agraire (expropriation, forme d'assignation , cohérence avec circuits adjacents) et il y a bien dit que grâce à l'ambiguïté entre les classiques de la démocratie chrétienne et la gauche de la D.C. il n'y avait pas du tout la même vue sur la réforme agraire.

Pour Frei elle doit aboutir à faire une classe de moyens ~~agriculteurs~~ propriétaires qui auront chacun quelques ha., c'est l'aboutissement classique des réformes agraires latino-américaines. Chonchol au contraire a toujours défendu une réforme agraire qu'on appelle communautaire là bas parce qu'on ne veut pas dire le mot collectiviste mais qui est une réforme agraire en maintenant les grandes unités de production avec possibilité d'amélioration technologique et avec spécialisation et tous les processus de modernisation (la loi prévoit, dans le cas de l'assignation communautaire, que la propriété est collective et que tous les gens ont une part du capital de la coopérative mais c'est la coopérative qui, en tant qu'institution juridique est propriétaire). La disposition qui permet ces différentes formules d'assignation a, en fait, été la faille dans la réforme agraire ~~réformiste~~ chilienne qui lui a permis un caractère révolutionnaire. Maintenant on a ces asentamientos qui sont absolument des fermes collectives autogérées qui permettent tous les espoirs pour l'avenir à moins qu'un nouveau gouvernement les découpe et les distribue. Chonchol a bien montré que dans ce contexte on pouvait aménager ce secteur en jouant au mieux sur les contradictions mais que, de toutes façons, on avait en face de soi de telles forces de blocage de la réforme agraire alliées au gouvernement (Chonchol parle parti mais en Amérique Latine c'est le gouvernement qui l'emporte sur le parti) que de toutes façons ce serait limité. Donc nous, dans notre doctrine chilienne, il y a une part énorme qui doit être donnée à la syndicalisation. Cette syndicalisation doit être totale puisque ce n'est pas seulement pour préparer les gens à rentrer dans les asentamientos puisqu'on sait par définition que les asentamientos seront très limités, mais pour renverser le régime qui empêche le processus de réforme agraire. Cela se sent très bien car dans le travail actuel des organismes chiliens on a constamment une dialectique, souvent très conflictive, entre CORA qui fait ce travail et INDAP et les vice présidents. Moreno (vice prés. de la CORA) est un remarquable fonctionnaire mais totalement au service du pouvoir - bien qu'avec des nuances maintenant - et Chonchol est dans une situation d'opposition et ~~qui~~ provoque le mouvement paysan. De même dans la distribution des services on a des gens qui sont vraiment les pauvres types de la ~~réforme~~ politique agraire ce sont les petits propriétaires. On leur rend quelques services mais ils ont une mentalité assez réactionnaire et l'INDAP fait essentiellement de la syndicalisation. La CORA fait le reste. On a donc là

une perspective de réforme agraire qui n'est plus du tout réformiste mais profondément révolutionnaire, aux yeux de Chonchol et d'autres que lui de plus en plus (réunion de la cellule locale du parti dans le sud où Chonchol explique que la priorité n° 1 c'est d'abattre ces forces opposées et qu'il ne voit qu'une solution pour les élections à venir en 70 c'est l'alliance avec le parti communiste.)

Q. GB : est-ce que ce pole CORA, propriété collective, etc. n'a pas joué un rôle de répulsion vis à vis des paysans? est-ce que l'aspiration des ouvriers agricoles n'est pas de demander la terre pour soi ? R.RB : non il y a une pression considérable pour demander la terre. En fait la CORA vient seulement d'assigner il y a 15 jours le premier asentamiento au terme de la période probatoire. Les premiers asentamientos ont été constitués en septembre 1965. Celui qui vient de s'assigner a choisi la forme communautaire mais dans les 15 ou 20 qui vont s'assigner dans les trois mois qui viennent il y en aura quelques uns de communautaires et presque tous vont être mixtes (une série de productions communautarisées et une série individuelles). Pour le moment dans le monde rural on ne sait donc pas encore comment cela va être fait. De toutes les façons il y a actuellement une pression considérable pour demander l'expropriation. YG : attention , ce n'est pas la faim de terre. Bien sûr il y a encore toute une catégorie de paysans qui préféreraient le lopin de terre individuel (une partie des inquilinos et sur la plus grande partie des petits propriétaires) mais ce qui est fort intéressant et qu'il faudrait vérifier c'est que les types qui sont passés par l'asentamiento commencent à découvrir - une bonne proportion d'entre eux en tous cas - que l'entreprise est plus importante que l'appropriation de la terre.

Il y a un passage de la mentalité de petit agriculteur sur son lopin à la mentalité co-entrepreneur. - G.B. : ~~mais que~~ toute cette pédagogie que vous mettez au point sur la CORA nous interesse vivement pour les aménagements hydro-agricoles parcequ'on est en plein dans cette situation.